

Le front du refus s'organise

Près de 1 000 personnes se sont mobilisées, hier, à Gandrange.

Rouges, orange, blanches. Les bannières flottent dans la salle des fêtes de Gandrange, trop petite pour accueillir autant de monde. Dans la salle, près de 500 personnes profitent des sièges. Debout, derrière, ils sont encore plusieurs centaines, sans parler de ceux qui tentent l'oreille dans l'entrée et ceux qui sont là, pour être là, solidaires et qui patientent sur le perron.

Anne Rimlinger-Pignon
(le républicain lorrain)

Près de 1 000 personnes. «Une réussite, appuiera Didier Zint, secrétaire général du syndicat CFDT métallurgie-sidérurgie Nord-Lorraine. La mobilisation est très forte, la population de la vallée, les salariés des autres sites. De plus, nous avons le soutien de tous les élus qu'ils soient de droite ou de gauche, ils sont sur la même ligne que nous». L'ambiance est bon enfant. Sans débordement. Les salariés écoutent attentivement les discours des représentants syndicaux qui prônent le grand rassemblement. «Toute l'histoire sociale montre que sans les syndicats il n'y a aucun espoir de survie, rappelle Jacques Masseli de la CGT. Aujourd'hui, c'est toujours la même recette: se battre ensemble». Il s'agissait, hier, de compter les troupes pour entamer les actions sérieuses. Ils étaient unanimes pour refuser un quelconque plan social. Ils étaient unanimes pour bâtir un «contre-projet». «Il s'agit de démontrer que le marché captif de l'acier peut être bénéficiaire, décline grossièrement Edouard Martin, représentant CFDT au comité d'entreprise européen d'Arcelor, qu'il y a de la place pour gagner de nouveaux clients, que M. Mittal a annoncé depuis 18 mois la forte augmentation de l'acier au niveau mondial et que nous voulons être acteurs pour capter ces nouveaux marchés. On va lui démontrer qu'on peut augmenter la production si on investit dans la formation, si on investit dans les outils».

Tous ensemble

Pour rédiger ce contre-projet et pour défendre le site de Gandrange, Alain Grenaut, ancien directeur de l'usine de Gandrange. L'homme providentiel, vivement salué par la salle qui répète qu'ArcelorMittal Gandrange «a le potentiel pour se tirer d'affaire». Et qu'il peut apporter toute son «expérience à l'intersyn-



Le personnel de l'usine de Gandrange, les élus et une partie de la population écoutent ici la députée socialiste Aurélie Filippetti, lors d'une assemblée générale tenue hier.

dicale pour étayer ce contre-projet».

Tous ensemble. Les salariés présents étaient prêts à s'engager. «Jusqu'au bout, lance Antoine Da Fonseca, qui travaille à l'aciérie. J'habite à Rosselange, je construis sur Hagondange. Je n'ai rien à perdre. En plus, on est nombreux, des jeunes, tous à avoir été embauchés en même temps, on a beaucoup donné, on a travaillé dur, on a produit avec moins d'effectif. On ira

jusqu'au bout». Dans la salle des fêtes, les jeunes gens sont effectivement nombreux.

Pour bon nombre, à l'instar de Thomas Hodebourg, 23 ans, ce sera le premier engagement social. Il travaille à l'aciérie de Gandrange depuis cinq ans et demi. Cette première réunion renforce ses convictions. Il est prêt «à suivre tout le monde. S'il y a moyen de sauver la boîte, j'irai jusqu'au bout. La grève ne me fait pas peur».

Il règne une ambiance propice aux grandes manœuvres. Didier Zint sourit. Son petit doigt lui dit que «M. Mittal est attaché à son image. Les pouvoirs publics sont présents...». Qu'effectivement cette vaste mobilisation déplairait quelque peu. «La balle est dans son camp». Hier, tous les salariés d'ArcelorMittal Gandrange rejoints par de nombreux sidérurgistes de la vallée de la Fensch et du Luxembourg comptaient leur munition.

Que peuvent faire les élus?

Les élus lorrains et le secrétaire d'État aux Entreprises ont vivement réagi à la situation de l'usine.

Ils étaient tous là. Les élus de la vallée de l'Orne et ceux qui s'engagent dans la campagne municipale. Il y avait aussi les députés socialistes Aurélie Filippetti et Michel Liebgott. Les dissensions politiques remises pour faire place au soutien sans retenue. Les maires ont tous assuré le vote de motion de soutien lors des prochains conseils municipaux. Aurélie Filippetti et Michel Liebgott ont annoncé avoir saisi le gouvernement et le Premier ministre et être intervenus à l'assemblée nationale. «Il faut mettre le gouvernement devant ses contradictions, souligne la députée de Rombas-Bouzonville, le président dit qu'il faut, dans un pays comme la France, une politique industrielle, et quand ArcelorMittal veut fermer, c'est l'absence totale!» Tous ensemble pour dire non à la fermeture. Mais après ?

De quel pouvoir dispose les hommes politiques pour interpeller le numéro un de l'acier dans le monde ? «Il faut être solidaire, argumente Luc Corradi, maire de Vitry-sur-Orne

et conseiller général de Moyeuville-Grande, pour que tout le monde s'investisse dans le rapport de force. Nous devons faire appel à la conscience des citoyens et démontrer les arguments fallacieux d'ArcelorMittal».

Le député-maire de Fameck précise une sorte de chantage : «Le groupe Arcelor a demandé à ce que le gouvernement accorde des quotas de carbone supplémentaires pour prolonger la filière liquide dans la vallée de la Fensch. Les politiques ont fait le relais. Aujourd'hui on souhaite qu'il renvoie la balle. Nous sommes tout de même les décideurs, nous contrôlons les aides à l'industrie, les usines ont besoin des conseils généraux et régionaux, pour la formation, pour le développement des filières économiques...». Pour Michel Liebgott, il n'est plus temps de tergiverser. «Les élus demandent tout bonnement le gel des décisions pour que le projet puisse être réexaminé». Comme tous, il compte

sur une forte mobilisation. «Je doute que M. Mittal souhaite passer pour un fossyeur. Il fait une réelle erreur en terme d'image».

Des réactions en chaîne

Hervé Novelli, secrétaire d'État aux Entreprises : «Le gouvernement attend du numéro un mondial de l'acier un plan de revitalisation local à la hauteur des enjeux. Je suivrai personnellement ce plan. Aucun salarié ne se verra rester sur le carreau.»

Claude Gaillard, député UMP de Meurthe-et-Moselle et conseiller régional : «Dans une région Lorraine affaiblie au niveau de son industrie, cette annonce amplifie les inquiétudes en ce qui concerne les perspectives industrielles de la région. Le groupe Pour la Lorraine, du conseil régional, assure chaque salarié d'ArcelorMittal de son soutien. Il souhaite que la Région puisse s'impliquer dans le re-

tour à l'emploi des salariés par le biais du financement des formations de reconversion. Les Lorrains attendent des résultats concrets et une assistance efficace au cours de ces périodes particulièrement difficiles pour eux.»

Quant à Jean-Pierre Masseret, sénateur et président PS du conseil régional de Lorraine, dans une missive au préfet, il «souhaite l'organisation; dans les plus brefs délais; d'une table ronde réunissant l'État, le conseil régional, la direction du groupe ArcelorMittal au plus haut niveau, ainsi que les syndicats.»

Dans une autre missive, les sénateurs Todeschini et Prinz, ainsi que Masseret, s'adressent au ministre Christine Lagarde et affirment qu'ils «contestent les décisions d'ArcelorMittal» et demandent à la ministre d'intervenir directement auprès de l'entreprise pour que «ses choix soient reconsidérés».

A. R.-P. et B. K.
(le républicain lorrain)

La sidérurgie en Lorraine

➤ **Années soixante : sidérurgie et mines de fer** emploient 110 000 personnes en Lorraine, première région sidérurgique de France avec une production de 62,7 Mt dans les 55 sièges des mines de fer (23 000 mineurs). En 1974, la Lorraine produit 14,2 Mt d'acier, soit 53 % de la production nationale. Le bassin de Longwy, avec ses 26 hauts fourneaux, représente 30 000 emplois. En 40 ans, la Lorraine a perdu 100 000 emplois directs dans la sidérurgie et les mines de fer. Parmi les 9 300 emplois directs, l'essentiel est concentré dans les usines du groupe ArcelorMittal. En 2000, la sidérurgie lorraine produit 21 % de l'acier français, 31 % des produits laminés et 21 % de la fonte.

➤ **Bassin de Longwy (Meurthe-et-Moselle Nord) :** avec la fin de la Stul (société du train universel), ne subsiste dans le Pays-Haut que l'usine Lorraine Tubes du sidérurgiste basque Condesa, qui emploie plus de 300 salariés à Lexy.

➤ **Meurthe-et-Moselle :** le groupe Riva est présent à Neuves-Maisons dans son unité de la Sam qui produit du fil machine et emploie plus de 400 personnes. Ascoforge du groupe Severstal (ex-Lucchini) emploie encore 150 personnes dans son unité de transformation de Custines.

➤ **Bassin Fensch-Thionville :** il regroupe les sites les plus denses de l'activité sidérurgique lorraine avec comme premier employeur ArcelorMittal, qui emploie plus de 7 000 personnes : le site de Florange regroupe autour de 3 500 personnes, sans oublier Arcelor Research et ses 500 employés à Maizières-lès-Metz. Le site d'Hayange, ex-Sogerail repris par l'anglais Corus, racheté par l'Indien Tata Steel, fabrique des rails et emploie encore plus de 400 personnes.

➤ **Vallée de l'Orne :** on y trouve les unités d'aciers longs. Ascométal (aciers spéciaux, plus de 700 emplois) de Severstal et Ascoforge repris par l'Allemand Hay (moins de 300 emplois) et le laboratoire de recherches du Creas à Hagondange (50 d'emplois). Et le site de Gandrange et ses 1 000 salariés.

➤ **Vosges :** le basque Condesa emploie encore une centaine de personnes à Vincey.

➤ **Meuse :** ArcelorMittal dispose d'un site à Haironville pour des aciers destinés à la construction et qui employait moins de 700 personnes. Il faut y ajouter des petites unités à Ancerville (inox et alliages), les anciens sites de Mittal à Commercy (fil), dans l'ancienne TrefilEurope et SMR (transformation) à Revigny, le tout ne dépassant pas 500 emplois.

➤ **Frontaliers :** l'effectif des Lorrains frontaliers travaillant dans les usines luxembourgeoises d'ArcelorMittal est d'environ 1 800, sans oublier les 500 qui sont employés à l'aciérie de Dilling en Sarre. La production lorraine d'acier dépasse les 5 Mt, alors qu'elle est en France de l'ordre de 30 Mt. La production mondiale dépasse 1,3 milliard de tonnes. En 2005, on a dépassé pour la première fois le camp du milliard de tonnes. ArcelorMittal est le n° 1 mondial avec 110 Mt.

B. K. (le républicain lorrain).